

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1141 du 12 janvier 2013 | www.libres.org
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1142

EDITORIAL : Guerre scolaire ou guerre de religion ? pp. 1-2

CONJONCTURE : Le marché, le vice et la vertu pp. 3-4

ACTUALITÉ : La balance commerciale de la France s'améliore p. 4 - James Buchanan : la pensée libérale en deuil p. 5 - Rémission pour l'assurance maladie ? p. 5

CONNAISSANCE DU SOCIALISME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Guerre scolaire ou guerre de religion ?

Ministre à la tête d'une administration dénommée de façon abusive « Education Nationale », Vincent Peillon a donc rallumé la guerre scolaire en attaquant avec véhémence le Secrétaire Général de l'Enseignement Catholique, Eric de Labarre. Il est vrai que le contentieux entre le public et le privé n'a jamais été réglé quant au fond : tout au plus un modus vivendi plutôt dommageable pour le privé.

Mais nul ne s'y trompe : l'oukase de Vincent Peillon est lié au projet de « mariage pour tous » qui mobilise tous les catholiques de France. D'ailleurs le reproche adressé à Eric de Labarre est précisément d'avoir demandé aux chefs d'établissements

catholiques de donner dans les classes une information et d'ouvrir une discussion sur ce sujet de société. Vincent Peillon mène avec quelques autres une croisade au nom du laïcisme primaire contre la religion chrétienne. C'est une double attaque qui est lancée : l'une contre la liberté scolaire, l'autre contre la liberté religieuse.

En juillet 1984 deux millions de Français ont manifesté à Paris contre la loi Savary : dans la logique du programme Commun de la Gauche, elle mettait en place un « service public unique et laïque de l'Education Nationale ». Public et unique : les choses étaient claires. >>

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Guerre scolaire ou guerre de religion ? (suite)

Une certaine liberté scolaire avait été établie par la loi Debré de 1959 : les établissements privés « sous contrat » reçoivent l'aide financière de l'Etat en payant les enseignants, moyennant des concessions majeures. Non seulement ils fonctionnent « sous le contrôle de l'Etat », mais ils se plient aux programmes et à la pédagogie définis par le ministère. S'ils ont le choix de leurs enseignants (dûment qualifiés), ils n'ont pas la maîtrise de leur carrière. Depuis 1986, un forfait d'externat permet de couvrir des dépenses de personnel non enseignant, et une partie des investissements. Il est à la charge des départements pour le secondaire et des communes pour le primaire. Enfin et surtout, l'expansion du privé (95% est fait d'établissements catholiques), est bloquée par les « accords Lang-Cloupet » de janvier 1993, qui prévoient entre autres que les effectifs du privé ne peuvent jamais dépasser 20% du nombre total des enfants scolarisés : pas d'ouverture de classes ni de nomination de professeurs quand le privé a atteint son quota.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette liberté est très surveillée.

Pourtant les « faveurs » accordées au privé n'ont cessé de scandaliser les laïcards, qui les estiment contraires à la loi de 1905. Le slogan « l'argent public à l'école publique » est repris avec insistance, le commentaire de certains médias a d'ailleurs été édifiant : « l'enseignement catholique ne pourrait survivre sans les subventions de l'Etat » !

L'argent de l'Etat c'est celui des contribuables, et en particulier des parents d'élèves. La plupart d'entre eux ne demanderaient

pas mieux que de récupérer la part des impôts qui se déversent dans le tonneau des Danaïdes, le budget de l'Education Nationale représente le deuxième poste du budget de l'Etat (la première place lui ayant été volée récemment par le service de la dette publique). Ce qui fait de ce système le plus coûteux, mais aussi le moins efficace de presque tous les pays de l'OCDE ; voilà pourquoi les familles ont une nette préférence pour les établissements privés. D'ailleurs les militants et élus les plus gauchistes et les plus attachés à la « laïcité » sont les tout premiers à placer leurs enfants « chez les curés ».

“ L'éducation : l'affaire de l'Etat ou des parents ? ”

Rendre aux parents la totale liberté d'user de leur argent pour l'éducation de leurs enfants ne paraît pas stupide ni injuste. Dans beaucoup de pays on voit se développer depuis quelques années des formules qui rétablissent la liberté scolaire et permettent de pallier l'inefficacité des bureaucraties d'Etat. Cela va des bons scolaires (à l'honneur en Suède et en Hollande) aux charter schools (écoles privées sous contrat avec l'Etat ; elles se multiplient aux Etats Unis) ou aux homeschools (15 % des enfants californiens sont scolarisés à la maison, avec des maîtres et précepteurs engagés par une ou plusieurs familles), jusqu'aux « opting out » (système britannique qui permet à un établissement public de se privatiser avec l'accord des parents et des enseignants). Nous sommes toujours empêtrés dans notre mammoth, l'armée de fonctionnaires la plus fournie du monde (avec 1.250.000 personnes).

Mais, pour améliorer l'éducation et l'instruction des enfants, encore faut-il admettre que les parents en sont responsables. Or, la doctrine officielle en France est que l'Etat est prioritaire ; il a le pouvoir et le devoir de prendre en charge les enfants, et nul ne peut s'opposer au monopole intellectuel de l'Etat. D'intellectuel le monopole devient spirituel : la religion laïque doit régner sur les jeunes esprits. Ils doivent donc être protégés contre les manipulations, les croyances et les interdits que des professeurs de morale chrétienne veulent leur inculquer. Les enfants ont besoin d'être libérés. Libérés de leur famille, libérés de la morale traditionnelle, pour s'ouvrir aux bienfaits de la morale dite « républicaine ».

“ Libérer les enfants des préjugés religieux ”

La porte-parole du gouvernement, Madame Najat Valaut-Belkacem, soupçonne l'enseignement privé de vouloir refuser aux enfants un débat authentique et « neutre », animé par des associations qualifiées (par les mœurs de leurs membres), et de chercher à soumettre les enfants à une « doctrine » : l'enseignement catholique ne respecterait plus la neutralité qui lui vaut l'aide de l'Etat. Il faut donc abattre l'école catholique : non seulement parce qu'elle garde en tant qu'école une marge d'indépendance et de liberté, mais parce qu'elle colporte la foi catholique et viole la loi républicaine. La loi républicaine, c'est la charia à la française.

Jacques Garello

LE MARCHÉ, LE VICE ET LA VERTU

Parmi les bilans 2012, on a appris que le « Vice Fund » aux Etats-Unis (regroupant des valeurs réputées immorales) avait eu de meilleurs résultats boursiers que des placements plus moraux, comme l'Ave Maria Catholic Values Fund. De là à dire que le vice a battu la vertu, il n'y a qu'un pas, franchi allégrement par ceux qui trouvent le capitalisme par nature immoral. La réalité est plus subtile. D'une part, tout dépend de ce qu'on classe dans vice et vertu, d'autre part, on oublie que le marché véhicule ce qu'il y a dans le cœur de l'homme. Le marché n'est pas immoral, seuls les hommes ont un comportement moral ou immoral.

Le marché : deux volontés libres qui se rencontrent

Depuis des années, il existe des fonds de placements éthiques, appelés, en langage politiquement correct, « investissements socialement responsables ». Des organismes se chargent de noter les entreprises sur le plan éthique et vendent ces notes à des fonds de placements qui sélectionnent les valeurs et constituent un portefeuille correspondant aux attentes éthiques de leurs clients. Mais quelle éthique ? Les définitions habituellement utilisées sont tout à fait discutables. Mais la liberté de choix inhérente au marché permet à ceux qui le souhaitent d'ajouter un élément éthique aux classiques critères financiers d'un placement (liquidité, rendement, risque). Le marché est donc capable de répondre aux aspirations éthiques des épargnants, s'ils en ont.

En soi, le marché, pas plus que le capitalisme, n'est ni moral, ni immoral, car une institution ne fait pas de choix moraux. Seuls les hommes font des choix qui peuvent être jugés moraux ou immoraux. Dire que la finance est immorale n'a donc pas de sens.

Cependant, on peut dire que le marché, parce qu'il repose sur des choix libres, a un fondement éthique, que les autorités morales ont reconnu. Tel Jean Paul II qui évoque les « avantages solides du marché » (Centesimus annus § 40) : « Et, surtout, ils placent au centre la volonté et les préférences de la personne qui, dans un contrat, rencontrent celles

d'une autre personne ». Voilà bien la supériorité du marché, qui procède de la liberté d'initiative et d'échange, droits individuels fondamentaux des personnes : deux volontés libres se rencontrent pour librement signer un contrat et échanger.

Victoire du vice ?

Il est vrai qu'on peut faire un bon ou un mauvais usage de sa liberté : deux individus peuvent conjurer leur liberté pour faire le mal. Il peut exister un marché de la prostitution des enfants, que le bon sens commun jugera contraire aux droits fondamentaux et à la dignité des enfants. Que l'échange libre, échange de droits de propriété, soit une forme institutionnelle infiniment supérieure à la contrainte, étatique, ne fait pas disparaître ce risque. La liberté des actes doit tenir compte de la dignité des personnes.

Pour revenir aux placements, il ne faut donc pas être surpris si ce sont créés aux Etats Unis des fonds vicieux, dont le fameux « Vice Fund ». S'il y a une « demande de vice » il y aura une « offre de vice ». A priori, on peut se lamenter de ce qu'en 2012 ce fonds ait eu un rendement de 21,11%, supérieur à celui de fonds réputés plus moraux, comme le fonds « Ave Maria Catholic Values Fund », dont la progression n'a été que de 13,27%. Victoire du vice sur la vertu, du cynisme sur la bonté. Après tout, Bernard de Mandeville, au début du 18^e siè-

cle, avait bien expliqué dans sa Fable des abeilles que les vices privés font la prospérité publique. Le capitalisme, en cherchant la prospérité, encouragerait l'immoralité.

Toutefois, si l'on observe le long terme, on remarque que les résultats sont différents : pour l'anecdote, le fonds vicieux a progressé de 2,78% en cinq ans, contre 14,66% pour le fonds vertueux. A long terme, la vertu a battu le vice.

Où est le mal ?

En fait, il faut aller au fond des choses, et se demander ce que l'on considère comme un vice. Le fonds vicieux en cause favorise les placements dans le jeu, les boissons, le tabac, les armes. Activités immorales ? Le jugement de valeur n'est pas évident. Si un musulman condamne toute consommation d'alcool, le chrétien peut aimer le vin : il est présent dans les miracles de Jésus comme dans la liturgie ! En revanche, l'abus d'alcool peut être vu comme immoral par le même chrétien. Les armes servent à se défendre contre une agression injuste, et n'ont en cela rien d'immoral, mais on peut en faire usage pour des agressions criminelles.

On pourrait faire la même analyse pour ce que l'on entend par « éthique ». Les fonds sont généralement considérés comme « éthiques » quand ils concernent l'environnement ou les relations sociales. >>

Le marché, le vice et la vertu (suite)

Mais les dégradations des biens environnementaux relèvent-elles de l'éthique ou viennent-elles d'un manque de reconnaissance des droits de propriété - car on gaspille ou pollue ce qui n'appartient à personne ? Quant à la protection sociale, on déplore son insuffisance dans les pays émergents, mais c'est un problème de développement et non de morale. D'ailleurs, l'Etat providence est-il un exemple de moralité suprême ?

Adam Smith, dans sa « théorie des sentiments moraux », donnait la bonne réponse à Mandeville. Il y a, disait-il, des comportements vraiment immoraux, qui nuisent à la prospérité générale ; en revanche une partie de ce que Mandeville appelle vices sont des « vertus mineures ». Il n'y a aucune immoralité, loin de là, à rechercher son bien propre et à vouloir vivre mieux pour soi-même ou pour faire le bonheur des siens. C'est le marxisme, au 19^e siècle, qui a façonné nos mentalités contemporaines pour

nous faire croire que rechercher notre intérêt (et en particulier l'infâme profit) était immoral par nature. La haine des riches qu'on observe encore aujourd'hui vient de là.

Changer les structures ou moraliser les personnes ?

Une grande partie des difficultés posées par les placements « éthiques » vient de ce que la morale peut varier d'un groupe à l'autre en raison de conceptions différentes de l'homme. Prenons l'exemple des interdits alimentaires : c'est la supériorité du marché que de permettre de trouver des biens correspondant à sa propre conception du bien et du mal. Personne n'est obligé de boire d'alcool et chacun peut acheter, suivant sa conception, des produits halal, casher ou s'abstenir de manger de la viande un vendredi de carême ! En revanche, il existe des principes éthiques universels, qui reposent

sur la dignité inaliénable des personnes et les normes morales naturelles, inscrites dans le cœur de chacun. Il est loin d'être certain que les placements éthiques reposent sur ces piliers pourtant incontournables.

Je le rappelle : ni la finance, ni le capitalisme, ni le marché n'est par nature immoral ; seuls les actes humains peuvent l'être. Tous ceux qui se proposent de moraliser le capitalisme devraient plutôt s'occuper de l'éducation des consciences, car le capitalisme ne sera « moral » que si les hommes le sont. Saint Augustin l'avait compris en affirmant : « Ne dites pas : les temps sont bons, les temps sont mauvais. Soyez bons et les temps seront bons ». Evidemment, sur le marché politique c'est moins « vendeur » que « le grand soir » qui va changer les hommes en changeant les structures. Mais c'est la vérité : la grandeur de l'homme libre est d'avoir une conscience morale.

Jean Yves NAUDET

La balance commerciale de la France s'améliore

Mais c'est le signe d'un ralentissement de la croissance française

Nous ne sommes pas des fanatiques de la balance commerciale. Après tout un pays qui réussit à acheter davantage et à un bon prix des marchandises et services produits par l'étranger n'est pas en train de se ruiner. Mais cet indicateur macro-économique retient toujours l'attention des autorités et de la presse, et réduire le déficit est considéré comme un signe de bonne santé.

En 2012, le déficit de la balance commerciale française a été réduit de 8 milliards environ par rapport à 2011.

Deux observations tempèrent cependant une lecture optimiste de cette évolution :

1° le volume global des échanges extérieurs s'est contracté de près de 5%, preuve d'une économie anémiée qui réduit le volume de ses transactions parce que le volume de la production est lui aussi réduit.

2° « l'amélioration » de la balance ne provient pas des exportations, ce qui marquerait la vigueur et la compétitivité des entreprises françaises, mais d'un ralentissement des importations, signe de la fai-

blesse des revenus des ménages et des entreprises de notre pays. De plus, les quelques succès obtenus à l'exportation sont toujours concentrés sur l'aéronautique, tandis que le secteur automobile s'effondre, surtout vers le marché européen.

En conclusion, c'est une fois de plus le problème de la croissance française qui se pose. Peut-on renouer avec la croissance dans un pays paralysé par les impôts, la réglementation et le secteur public pléthorique ? •

James Buchanan : la pensée libérale en deuil

Nobel d'économie en 1986, il avait analysé avec lucidité la classe politique

Un grand économiste nous a quittés cette semaine. Un grand ami aussi, puisque j'ai eu l'occasion de côtoyer « Jim » pendant 30 ans au sein de la Société du Mont Pèlerin, qu'il a présidée de 1984 à 1986. La timidité de Jim lui valait sa discrétion et son apparente raideur. Mais il se déridait volontiers dans la chaleur des échanges intellectuels, et il était d'une extrême amabilité. En 1990, il s'est réjoui de la décision d'organiser la réunion mondiale de la Société à Cannes, il aimait beaucoup la France.

L'apport scientifique de James Buchanan a été considérable. Il a été, avec son compère et ami Gordon Tullock, le grand théoricien du « public choice », qu'il ne faut pas traduire par « choix publics », mais par « analyse des décisions publiques ».

Comment se décident les

hommes de la classe politique ? Ils sont des hommes comme les autres, et non pas des idoles, des prophètes ou des génies. Leur objectif premier est de prendre ou de conserver le pouvoir. Dans les pays démocratiques, une stratégie électorale doit donc être mise en place. Comment obtenir une majorité ? La recherche d'un « consensus » conduit à des compromis, voire des compromissions.

Buchanan a démasqué l'escroquerie de « l'intérêt général » qui serait sensé sortir des urnes. Il a dénoncé le « miracle de l'isoloir » : comment des citoyens égoïstes et animés de leurs vils intérêts personnels se dépouilleraient-ils de leurs vices pour dire l'intérêt général lorsqu'ils passent dans l'isoloir pour voter ?

Buchanan démontrait donc que l'Etat et les décisions des hom-

mes d'Etat ne résultent que d'intérêts privés, soigneusement présentés aux électeurs sous forme d'intérêt général. L'Etat est sensé protéger les libertés. En fait, au prétexte de les garantir, il les dévore, comme le Léviathan évoqué par Hobbes au XVII^{ème} siècle. Quand le mur de Berlin est tombé, Buchanan a immédiatement réagi : « le communisme est mort, mais le Léviathan est toujours vivant ». Il avait raison : l'étatisation n'a cessé de progresser depuis 30 ans.

Peut-on, nous Français, nous souvenir que nous avons eu aussi un grand théoricien des « public choice » ? Il s'appelait Frédéric Bastiat : « L'Etat est cette grande fiction sociale à travers laquelle chacun essaye de vivre aux dépens de tous les autres ».

Jacques Garello

Rémission pour l'assurance maladie ?

Des économies ont été réalisées, mais l'hospitalisation publique creuse le trou

Bilan apparemment mitigé pour l'assurance maladie en 2012. La presse a souligné les progrès réalisés : pour le coût des médicaments, grâce aux génériques, pour les indemnités d'arrêt de travail, grâce à un contrôle renforcé, pour les consultations de médecins et dentistes, au montant stationnaire cette année. Au total, les dépenses classées sous la rubrique « soins de ville » n'ont que faiblement augmenté (+ 0,5%), une hausse inférieure à ce qui était prévu. Ces bonnes performances ont permis aux Echos de titrer (mercredi 9) « Coup de frein historique sur les dépenses de santé ».

Par contraste, l'hospitalisation publique s'est à nouveau distinguée par un surcoût de 400 millions par rapport

aux budgets. Ici l'accélération s'est confirmée. On fait remarquer qu'il y a eu un genre de transfert de charges : la médecine « de ville » coûte moins cher parce que les Français s'adressent de plus en plus directement aux hôpitaux, qui doivent donc dépenser davantage. Il y a une grande part de vérité dans cette analyse, mais il faut l'approfondir : les gens vont à l'hôpital parce que le nombre et la disponibilité des médecins « de ville » diminuent sans cesse, et il en est ainsi compte tenu des honoraires imposés dans les conventions avec les caisses d'assurance maladie. Peut-être le retour à la liberté des honoraires entraînerait-il un retour de la médecine libérale, dont l'attractivité financière n'a cessé de s'effondrer depuis des années.

En allant encore plus loin dans l'analyse, on devrait lier la surconsommation hospitalière à l'irresponsabilité des patients, elle-même provoquée par un système de tiers payant, d'aide médicale, et finalement de répartition : les biens portants payent pour les malades. Dans une vraie logique assurancière, les assurés auraient des carnets individuels de santé, qui pourraient être abondés pour les plus démunis, mais qui de toutes façons rendraient les Français conscients de leur patrimoine capitalisé, et de ce qu'ils en font. C'en est au point que le MEDEF propose d'étendre à l'ensemble des entreprises les complémentaires santé accordées par les grandes sociétés à leurs salariés. Généreux mais coûteux : plusieurs milliards d'euros. •

Depuis quelques mois j'ai tenté de rappeler et de résumer les éléments constitutifs de la pensée socialiste, afin d'en mieux comprendre les erreurs, les dangers, et de s'en tenir à l'écart : une recommandation qui s'adresse en particulier à tous ceux de la classe politique qui font du socialisme sans le savoir. Je pense conclure (provisoirement) cette série en retenant l'essentiel : le socialisme ne s'intéresse pas à la personne humaine, et de ce fait il est dépourvu de toute valeur éthique.

La justice, l'égalité, le progrès, la paix, etc.

Les socialistes ne perdent pas une occasion de justifier leur projet de société en se référant à des valeurs a priori hautement dignes de respect, de nature à émouvoir les cœurs et à stimuler les esprits. Quelles belles choses, par exemple, que la justice, l'égalité, le progrès, la paix : qui ne s'en déclarerait pas partisan ?

Hélas, le contenu réel de ces concepts est tout à fait imprécis. La philosophie de Hayek ou la tradition thomiste rappelle que nous sommes ici dans une situation « d'inconnaissance ». On ne peut approcher ces concepts que par leur contraire : la paix est l'absence de guerre, tout comme la justice est l'absence d'injustice. Nous savons réagir à ces fléaux, mais nous ne savons pas comment les prévenir.

L'erreur des socialistes est de chercher à les éliminer en organisant d'une manière rationnelle la société parfaite. Ils détiennent les clés de la cité heureuse, éternelle, où tout le monde, sans discernement, sera heureux de vivre.

La morale du progrès social collectif

Dans la cité du futur, une fois l'utopie socialiste réalisée, les hommes auront atteint la perfec-



Auguste Comte
1798-1857

tion. Il n'y aura plus de lutte des classes, plus d'exploitation, donc plus d'exploitants. Chacun aura sa part de richesses et se fera le plus grand plaisir de s'en contenter. Chacun aura eu un égal accès à la connaissance, au bien être. Les occasions de conflits créés par les injustices de la vieille société auront disparu.

Par conséquent, malheur à ceux qui se mettent en travers de la route semée d'étoiles, et dont l'égoïsme freine l'avancée sociale généralisée. Les supprimer est sans doute légitime, mais il vaut mieux les éduquer : former l'homme nouveau, le préparer à l'avènement et à la construction

de la société nouvelle. Les socialistes sont des « éducateurs ».

Ainsi la valeur morale de référence des socialistes est-elle de progresser collectivement vers l'utopie. Le socialisme, c'est le règne d'un futur idéal. Le « Programme Commun de la Gauche » concocté par les partis socialiste et communiste en 1973 était entièrement rédigé au futur : les Français étaient invités à entrer tout de suite, et de manière concrète, dans l'ère nouvelle.

Seules les personnes sont justes ou injustes

L'utopie collective situe ainsi les vertus morales au niveau de l'organisation sociale. Ils ignorent la réalité de l'être humain, ils ne savent pas que seules les personnes sont justes ou injustes, pacifiques ou belliqueuses, généreuses ou égoïstes. Cela ne les intéresse pas, puisque les structures de la société idéale mettent chacun d'entre nous dans une position égale, normalisée. Dans le pays socialiste, l'homme est « normal », la société est conçue pour qu'il le soit.

Quel contraste avec la diversité des personnes, quelle élimination de la « personnalité » ! Les socialistes n'aiment pas celui qui est indépendant, celui qui affirme une autonomie, un talent spécifique.

D'où le soupçon, ou le mépris, voire la haine, pour celui qui fait mieux : défense de se singulariser.

Les socialistes ne savent pas que l'être humain se forme en permanence, s'épanouit ou se dégrade à la suite de son expérience. L'agir humain est ce qui forge la personne humaine.

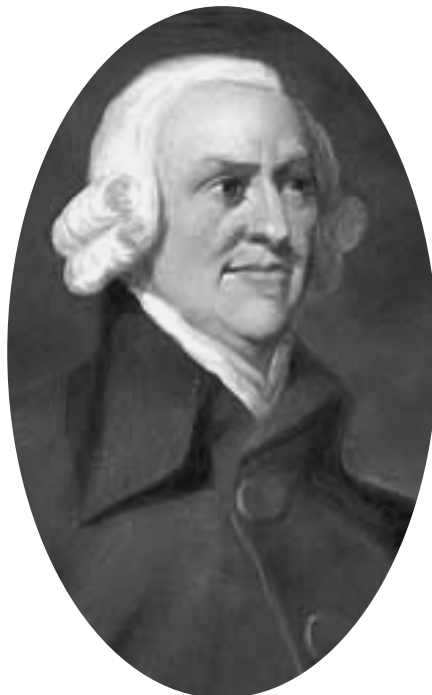
Chacun a son histoire : les socialistes ne peuvent supporter cette idée, car pour eux il n'existe qu'une Histoire, qui donne son sens à la société. L'historicisme n'est pas la moindre erreur du socialisme. Le positivisme d'Auguste Comte (que tant de « libéraux » honorent) n'est que l'enfermement de l'être humain dans les âges de la société.

La construction de la personne n'intéresse pas les socialistes. Seule les passionne la construction de l'histoire sociale.

En fin de compte, pour mieux éliminer la personnalité, on finira par éliminer les personnes.

Pourquoi les socialistes ne peuvent être libéraux

Supposons que des socialistes sincères lisent sans a priori l'œuvre majeure d'Adam Smith, qui n'est pas « La Richesse des nations », mais bien « La Théorie des Sentiments Moraux » (publiée 17 ans plus tôt). Ils verraient comment une société de libertés repose avant tout sur le respect des individus, mais plus encore sur les efforts que chacun fait pour se mettre au diapason des autres : émulation, compréhension, échange. La vie en commun est faite de multitudes



Adam Smith
1723-1790

d'actions humaines inspirées par le désir de créer, de servir, d'apaiser.

La société n'est en fait qu'un réseau de relations personnelles fondées sur l'intérêt personnel certes, mais prenant en compte aussi les intérêts des autres. Plus tard, dans ses « Notes de Jurisprudence », Adam Smith marquera l'importance des institutions, c'est-à-dire de ces règles communément acceptées qui gouvernent les relations personnelles, au premier rang desquelles le droit de propriété et sa libre transmission.

Mais comme le soulignera Hayek, ces règles ne sont pas « créées », elles ne sont pas le fruit de la raison et de l'imagination de quelque architecte social, elles sont « spontanées » et nais-

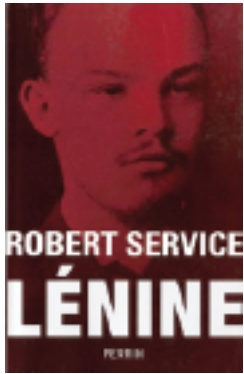
sent de la longue pratique des relations, elles évoluent elles-mêmes à l'usage.

C'est évidemment ce qu'un socialiste ne peut admettre. Il n' imagine pas de règle sociale autre que planifiée par quelque autorité supérieure et, pourquoi pas, par l'Etat (même si Marx avait prédit, sans doute pour être cohérent avec lui-même, le « dépérissement de l'Etat »).

L'homme au service de la société

On oppose souvent socialisme et libéralisme en disant que l'un met l'homme au service de la société tandis que l'autre met la société au service de l'homme. Je ne suis pas convaincu par cette approche, parce qu'elle est toujours « holiste » : elle fait de la société un acteur, un ensemble collectif, un tout doté de raison et de sentiment. Je le répète, après tant d'autres : seul l'être humain est acteur, seul il a raison et sentiment. La société n'est en fait qu'un réseau, mais n'a de consistance que par ceux qui sont en relations.

Les socialistes s'expriment souvent au nom de l'éthique. Ils devraient relire Aristote, et comprendre qu'il n'y a de bon et de beau que dans l'être humain. Le socialisme est la négation de l'éthique, parce qu'il ne s'intéresse pas aux hommes ; il ne parle aux hommes de justice, égalité, paix ou progrès que pour les mieux conduire sur la voie de la servitude. •



Lénine

Robert Service

Les connaisseurs s'accordent à dire que les meilleurs spécialistes du communisme sont les anglo-américains. Robert Service le confirme. Déjà auteur d'une biographie de Trotski et d'une histoire du communisme à travers le monde, l'auteur britannique, enseignant à Oxford, nous propose une imposante, mais ô combien passionnante, biographie de celui qui est à l'origine du totalitarisme soviétique. Robert Service a eu accès aux archives du Parti communiste soviétique et au fameux dossier Lénine. Comme souvent dans les pays communistes, on ne touche pas aux icônes du Parti. Leur biographie est changée et embellie, leurs actions sont encensées et adaptées. Cette fois-ci, on connaît la vérité.

Le jeune Lénine était quelqu'un de très studieux et appliqué dans son travail. Il n'aimait pas bâcler ce qu'il devait faire. Parallèlement, on décèle très tôt chez lui un côté maladif (hypocondriaque) et très intolérant alors qu'il est originaire d'un milieu privilégié. Il aura l'occasion de le prouver en pleine « action » en assistant sans aucune compassion à l'agonie des paysans pendant la grande famine volontairement provoquée par le régime. Nourri idéologiquement par la lecture de Machiavel et de Hegel, Lénine semble, d'après l'auteur, obsédé par l'exécution de son frère qui avait tenté d'assassiner le tsar. Cette envie de vengeance lui aurait servi de « guide » durant toutes ces années d'instauration du régime totalitaire en Russie. C'est une explication mais elle nous semble un peu partielle. Lénine était, comme Robespierre et Trotski, un révolutionnaire paranoïaque (comme le démontre l'historien Richard Pipes) désireux de changer le monde par n'importe quel moyen. Pour lui, il fallait effectivement éliminer (on le trouve dans sa correspondance) les classes sociales « supérieures » et aussi tous ceux qui pourraient se mettre en travers de l'instauration du nouvel ordre communiste. Les popes, les koulaks et les bourgeois devaient être éliminés. C'est aussi Lénine qui a créé la Tcheka ! De même, les libertés n'avaient pas leur place dans la nouvelle société où elles avaient besoin de l'approbation des membres du Parti. Pour lui – et il le fait savoir dès 1917 -, la société socialiste doit être centralisée et s'occuper de tout, y compris de la distribution des produits.

Le comble c'est que « l'une des plus grandes entreprises machiavéliques du XXe siècle s'est formée à partir des mesures prises au pied levé plutôt qu'en fonction d'une stratégie grandiose », écrit Robert Service. Lénine voulait changer l'Histoire en fonction de ses principes marxistes qu'il trouvait éternels. Il a davantage changé l'Histoire en fonction de ses humeurs et des événements. Pour le grand malheur des gens...

Bogdan Calinescu

Robert Service, *Lénine*, Perrin, 2012



Catalogue de la SEFEL

Vous avez été nombreux à nous passer commande des ouvrages présentés par le catalogue de la SEFEL. Pour cette raison, deux d'entre eux sont en rupture de stock. *Programme pour un Président* et *La vérité sur le logement social*. Mais de nombreux autres ouvrages restent à votre disposition.

A la demande de certains abonnés, nous vous proposons de retrouver ces ouvrages ainsi qu'un bulletin de commande sur notre site www.libres.org, à la rubrique Catalogue SEFEL.

Il peut être utilisé par toutes les personnes intéressées, qu'elles soient engagées dans le lancement des Forums des Libertés ou non : que tout le monde puisse en profiter !

Le 24 janvier 2013

Student for Liberty – Paris



donne rendez-vous à tous les étudiants d'Ile-de-France et d'ailleurs pour une soirée cinéma. Le Ciné Libre de la jeune association parisienne a pour but d'initier un débat sur les idées de la liberté autour d'un film et dans une ambiance conviviale. Après *V pour Vendetta*, c'est le film *Wall Street* qui sera décortiqué. Le personnage mythique de Gordon Gekko, incarné par Michael Douglas, sera l'occasion de revenir sur les grandes questions financières et, en toile de fond, sur le concept d'aléa moral. La soirée aura lieu au siège de l'ALEPS à Paris, 35 av. MacMahon, à 19h30. Merci de vous inscrire sur le site <http://studentsforliberty-paris.fr>